

**LA DÉROUTE DÉMOCRATE DONNE LA VICTOIRE À TRUMP
MAIS LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS BATTUS !**

RÉVOLUTIONNAIRES

22 14 NOVEMBRE 2024 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Imposons

**L'INTERDICTION
DES LICENCIEMENTS**

**LE PARTAGE
DU TRAVAIL**

SANS PERTE DE SALAIRES

ÉDITORIAL Aux États-Unis aussi, l'avenir est à la lutte de classe

Donald Trump pavoise. Il est élu président des États-Unis avec cette fois non seulement la majorité des grands électeurs, mais la majorité des voix dans le pays. Ses partisans ont décroché en même temps la majorité au Sénat et conserveront probablement la majorité à la Chambre des députés.

VICTOIRE DE TRUMP... OU DÉROUTE DES DÉMOCRATES ?

La « victoire politique jamais vue » aux États-Unis dont Trump se flatte a été obtenue... en faisant seulement 200 000 voix de plus que lors de sa défaite de 2020. Si Trump a été élu, c'est d'abord que son adversaire démocrate a perdu 10 millions des voix obtenues par le président sortant Joe Biden il y a quatre ans. Kamala Harris ne les a pas perdues toute seule. C'est tout le Parti démocrate au pouvoir qui a été sanctionné.

Harris vantait la bonne santé de l'économie américaine, sa croissance insolente. Ses partisans (dis)qualifiaient de « fake news » trumpistes les critiques sur la pauvreté croissante d'un grand nombre d'Américains de milieu modeste. Mais l'inflation est une réalité : +25 % sur les prix alimentaires, +54 % sur le logement, +61 % sur l'énergie depuis 2019 ! La seule catégorie où les Démocrates ont fait plus de voix qu'il y a quatre ans, c'est celle des ménages gagnant plus de 200 000 dollars par an, qu'on peut comparer à un salaire net mensuel de 10 000 euros en France.

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



SITE WEB : npa-revolutionnaires.org | INSTAGRAM | X (TWITTER) | FACEBOOK : @npa_revo | YOUTUBE : @npa.revolutionnaires

Éditorial
Aux États-Unis aussi, l'avenir est à la lutte de classe

Martinique : la lutte s'exporte à Paris !

Violences sexistes, violences du monde capitaliste

Trafic de drogue et obsession sécuritaire

Éducation : politique « choc » contre les enseignants et les gosses : urgence d'un choc en retour

Valence se mobilise pour exiger la démission de Carlos Mazón après les inondations meurtrières

COP 16, COP 29... Les cops sont pleines !

Après le Liban, des bombardements israéliens en Syrie

Maroc : notre ami le (portefeuille du) roi

Novembre 1954, une célébration à Alger sur fond de militarisme

LES ÉTATS-UNIS APRÈS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Une défaite de Harris plus qu'une victoire de Trump

Vie à crédit et pauvreté : merci Biden...

Un « âge d'or »... mais pas pour tout le monde !

Situation internationale : à quoi s'attendre de la part de l'administration Trump ?

Make Working Class Great Again

L'extrême gauche américaine dans les élections

Pour une politique indépendante de la classe ouvrière

Du mardi noir au rouge de la colère : à Auchan, Michelin, dans l'automobile et la chimie, construire le rapport de force pour combattre les licenciements !

La Poste : Brahim, Dalila, Gaël, Mohamed et Yann : cinq ans de prison pour une grève il y a dix ans ?

EPSM de Caen : attention tramway !

SNCF : les cheminotes et les cheminots se préparent à riposter face à la stratégie patronale du démantèlement

Les aiguilleurs de la gare d'Austerlitz en lutte contre les suppressions de postes

Jours de carence, jours de colère

Hôpital Beaujon : personnel mobilisé contre les mobilités forcées

À Rouen : une réunion publique enthousiasmante

Réunion-débat à Paris : le regard tourné vers les États-Unis

Abonnez-vous et faites abonner votre entourage à *Révolutionnaires* !

CULTURE p. 11

Livres • Films • Série • Expositions

»» SUITE DE L'ÉDITORIAL

C'est dire si les Démocrates ont servi les riches et les capitalistes ces quatre dernières années.

TRUMP EST L'ENNEMI DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Trump servira les nantis et les gavés aussi bien. Il promet de régler rien de moins que tous les problèmes des Américains. Mais il confie au milliardaire raciste et fascisant Elon Musk le soin de passer les services publics à la tronçonneuse. Il parle de liberté, mais menace de prison - voire pire - tous ceux et celles qui ne partagent pas sa vision raciste et misogyne du monde, ou sa négation du changement climatique.

Il promet un « âge d'or »... qui sera d'abord fait de l'enfer des immigrés. S'il menace de les rafler et de les expulser par millions, y compris certains qui n'ont plus aucune attache dans leur pays d'origine, c'est pour les terroriser, les pousser à raser les murs et se laisser exploiter en silence. C'est donc pour affaiblir tous les travailleurs face à leurs employeurs. C'est pour diviser cette classe ouvrière américaine qui relève la tête et pourrait très bien retourner sa colère... contre la nouvelle équipe au pouvoir.

VIVE LES LUTTES DE NOS FRÈRES ET SŒURS DE CLASSE !

En France, certains d'entre nous, travailleurs, reprochent à tous les Américains pris en bloc les crimes de leurs dirigeants partout sur la planète. Ils confondent antiaméricanisme et anticapitalisme. Depuis un an, une série de grèves majeures ont montré que les travailleurs des États-Unis, natifs et immigrés, Blancs et Noirs, hommes et femmes, au coude-à-coude ont réussi à imposer des hausses de salaire substantielles : 40 % dans l'automobile, 38 % chez Boeing, et 62 % chez les dockers. Certes, aussi impressionnants soient ces chiffres, ils ne sont qu'un rattrapage des pertes liées à des années de salaires bloqués.

Mais justement, après des années à suivre des dirigeants syndicaux prêchant l'entente avec les patrons, les travailleurs reprennent le chemin de la lutte. Or, l'élection américaine montre qu'il n'y a pas d'ami du monde du travail parmi les prétendants au pouvoir. Aux États-Unis comme en France, il manque aux travailleurs un parti capable de rivaliser avec les 50 nuances de partis bourgeois. Pas pour leur disputer des places dans les institutions au service des patrons et des riches, mais pour organiser la prise du vrai pouvoir : celui de diriger la société.

• 12/11/2024

ACQUITTEMENT POUR UN SCANDALE D'ÉTAT

Voir le film *Enquête sur un scandale d'État* (2020) qui évoque les exploits de François Thierry, ex-chef des stup, passé en procès en septembre pour collusion présumée avec un grand trafiquant qui lui servait d'indic'...

Martinique : la lutte s'exporte à Paris !

Depuis plus de deux mois, le mouvement contre la vie chère se poursuit en Martinique. L'accord du 16 octobre, sur la baisse de certains prix dans l'alimentaire, satisfait uniquement les patrons de la grande distribution et les élus martiniquais, alors que le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens (RP-PRAC), à l'initiative de la mobilisation, a quitté la table des négociations.

Et pour cause ! L'accord promet une baisse de 20 % des prix de certains produits alimentaires, alors que les prix sont en moyenne 40 % plus élevés, bien souvent le double ou le triple de ce qu'on peut trouver dans l'Hexagone. Peu de produits sont concernés par cette baisse, et bien souvent ce ne sont pas les produits frais, viande, poisson, fruits ou légumes. Pas question de se satisfaire de « malbouffe », selon de nombreux participants à la lutte !

Le RPPRAC vient d'organiser deux manifestations à Paris, les dimanches 3 et 10 novembre, qui ont rassemblé à chaque fois plusieurs milliers de personnes. À leur tête, Rodrigue Petitot, dit « le R », un des fondateurs du mouvement, venu à Paris pour la circonstance, dans le but d'interpeller le ministre des Outre-mer sur la situation, sans illusion. Tous de rouge vêtus, couleur emblématique du mouvement contre la vie chère démarré le 1^{er} septembre dernier, les manifestants ont défilé pour réclamer que tous les prix de l'alimentaire dans les outre-mer soient alignés sur ceux de la France métropolitaine et, de manière plus générale, revendiquer une

égalité de traitement avec le reste de la population française. Des pancartes mentionnaient le scandale de l'empoisonnement des sols et de l'eau au chlordécone, ce polluant éternel, pesticide cancérigène utilisé dans les bananeraies jusqu'en 1993 en dépit de sa toxicité avérée, interdit depuis 1975 aux États-Unis. D'autres dénonçaient l'histoire coloniale, encore bien présente : « liberté, égalité, colonisé ». Ce sont en effet les familles de békés, descendants des colons esclavagistes, qui ont encore aujourd'hui le monopole de la grande distribution dans les Antilles françaises. Des Réunionnais, des Kanak étaient également présents.

Le succès de ces deux manifestations à Paris est ressenti en Martinique comme un sérieux encouragement à tenir bon. Tous ensemble, les jeunes, les travailleurs et l'ensemble de la population antillaise, ont la force de remettre en cause les énormes marges des sociétés de la grande distribution et la *pwofitasyon* révoltante qu'elles réalisent sur le dos des classes populaires.

PAR LYDIE GRIMAL • 11/11/2024

Trafic de drogue et obsession sécuritaire

Marseille, Grenoble, Rennes, Poitiers, Valence : toutes les semaines, une fusillade ou un règlement de comptes lié au trafic de drogue. Ces drames qui impactent les habitants et la jeunesse des quartiers populaires, sont instrumentalisés par le gouvernement pour déployer sa politique répressive anti-pauvres et chasser sur les terres électorales de l'extrême droite.

« TAÏAUT TAÏAUT TAÏAUT »... DIT RETAILLEAU

À chaque nouvelle fusillade, le ministre de l'Intérieur dégaine une formule choc : le trafic est une « pieuvre », une « menace pour les intérêts fondamentaux de la nation » et la France serait en voie de « mexicanisation ». Avec son collègue à la Justice, Didier Migaud, ils annoncent une nouvelle loi, dite cette fois « antistupéfiants »... et son lot de mesures liberticides !

Ainsi l'arsenal répressif est-il dirigé et renforcé contre les quartiers ouvriers. Le nouveau chef de la gendarmerie a d'ailleurs annoncé la poursuite des interventions « Place nette » - opérations répressives de grande ampleur mises en place par Darmanin. Les quartiers sont bouclés pour la journée et les forces de l'ordre y sont massivement déployées. Au bout du compte : quelques barrettes de shit saisies et autant de petites mains

interpellées. Mais l'intimidation policière contre les habitants joue à plein et le gouvernement donne des gages à l'électorat d'extrême droite. Les grands trafiquants, de leur côté, continuent à dormir tranquilles. Le gouvernement cible surtout les narcoprolétaires, ou « narcoracilles » selon Retailleau, comme si des narcobourgeois ne sévissaient pas dans la « bonne société ».

Débauche de moyens répressifs, mais coupes sombres pour les quelques fonds dévolus aux travailleurs sociaux qui accompagnent les jeunes des quartiers populaires. La présence des éducateurs de rue y a été réduite ces dernières années du fait de restrictions budgétaires et de fermetures de services.

POUR METTRE FIN AU TRAFIC, METTRE FIN AU CAPITALISME

Le trafic est une forme de capitalisme illégal, qui concurrence mais se

fond aussi avec le capitalisme légal. Petits ou gros, légaux ou illégaux, c'est par la violence qu'en dernière instance ces « patrons de la drogue » défendent leur droit à profiter du travail d'autrui. Dans des quartiers où la misère s'accumule, ils font miroiter un enrichissement rapide à des gosses qui le paient au prix d'une exploitation féroce, au prix également de leur peau, et ils assurent de fait un sinistre encadrement social.

Les travailleurs qui vivent dans les cités sont touchés deux fois, par le trafic qui leur pourrit la vie et par une présence policière surarmée, qui par ailleurs les stigmatise. Pour ne plus subir les guerres des réseaux mafieux, les travailleurs et travailleuses, et la jeunesse des quartiers, ne pourront compter que sur leur capacité à s'organiser eux-mêmes et réorganiser la société sur les bases de la coopération et de l'égalité.

PAR BASTIEN THOMAS ET ANDRÉ KORSA • 11/11/2024

VIOLENCES SEXISTES, VIOLENCES DU MONDE CAPITALISTE

TOUTES ET TOUS EN MANIFESTATION LES 23 ET 25 NOVEMBRE !

Le samedi 2 novembre, une étudiante de la faculté Azad de Téhéran a été alpaguée, harcelée et ses vêtements arrachés par des agents de sécurité de l'université parce qu'elle ne portait pas le voile réglementaire obligatoire. En réaction, Ahou Daryaei s'est dévêtue, défiant ainsi l'ordre répressif de la république islamique d'Iran. La police des mœurs l'a violemment arrêtée, frappée à la tête. Partout dans le monde, en Iran en premier lieu, le courage inouï de cette étudiante qui risque la mort pour avoir revendiqué ses droits à l'émancipation a ému. Quel écoeurément de voir Bardella ou Attal se réjouir de ce geste, eux qui véhiculent le racisme islamophobe et font la chasse, entre autres, aux réfugiés afghans.

VIOLENCES SOCIALES, VIOLENCES PATRIARCALES

Les discriminations sociales quotidiennes qui précarisent, les viols et les féminicides ne sont pas des fatalités mais reposent sur l'enfermement des femmes dans une situation de dépendance et de vulnérabilité économique, à la maison comme au travail. Les femmes subissent encore et toujours des agressions physiques, sexistes et sexuelles. Lorsque des personnalités publiques sont visées par des plaintes, elles bénéficient plus facilement d'impunité. C'est le règne des violences patriarcales et des abus de pouvoir ! En France :

- Une femme est tuée tous les trois jours environ, par son conjoint ou ex ;

- Un viol ou une tentative de viol toutes les 2 minutes 30 ;
 - En moyenne chaque année sur la période 2011-2018, 213 000 femmes âgées de 18 à 75 ans déclarent avoir été victimes de violences physiques ou sexuelles de la part d'un conjoint (concubin, pacsé, petit ami) ou d'un ex-conjoint. Parmi ces victimes, 29 % sont âgées de 18 à 29 ans ;
 - D'après NousToutes, depuis l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, on décompte déjà plus d'un millier de féminicides, de femmes assassinées par des hommes !
- D'après l'ONU, il y a une augmentation de 50 % des violences sexuelles dans le monde.

Toutes et tous, contre les divisions entretenues par les patrons et le capitalisme patriarcal, manifestons le samedi 23 novembre (entre autres à Paris) et aussi le 25 novembre, journée traditionnelle de mobilisation contre toutes les violences faites aux femmes, dans d'autres villes ! Solidarité internationaliste !

Pour tous les travailleurs et travailleuses qui se battent contre ce système qui n'engendre que violences, il est important de manifester ces jours-là à Paris et dans tout le pays. Quelques jours avant, le 20 novembre, ce sera la commémoration des victimes de la transphobie. Contre les oppressions, et contre l'exploitation qui les maintient voire les engendre, la lutte continue !

POUR CONSTRUIRE UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET DES TRAVAILLEUSES COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

SOUTENEZ LE NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

DONNEZ À LA SOUSCRIPTION

OBJECTIF 50 000 €

npa-revolutionnaires.org/souscription

Le 8 novembre 2024, à 16 h 48 !

C'est à partir de cette date et cette heure que les femmes qui travaillent en France le font « bénévolement », du fait des inégalités salariales entre hommes et femmes. Le calcul est fondé sur l'écart de salaire brut en équivalent temps plein (EQTP). Le chiffre utilisé cette année correspond aux différences de salaire en 2022. Les femmes, en France, gagnaient alors 13,9 % de moins que les hommes en EQTP, secteurs public et privé confondus (pour les entreprises de plus de dix salariés). On compare alors le salaire à temps de travail identique, en calculant la rémunération qu'auraient perçue les salariés s'ils avaient travaillé à temps plein toute l'année. Pour obtenir la date et l'heure du 8 novembre à 16 h 48, on part de l'écart de salaire de 13,9 % que l'on rapporte au nombre de jours ouvrés en France (252 en 2024). 13,9 % de 252 correspondent à 35,028 jours ouvrés. On retire 35,028 jours ouvrés à 2024. On arrive ainsi au vendredi 8 novembre à 16 h 48 et 15 secondes. (source : Les Glorieuses) À temps de travail et métiers équivalents : les femmes touchent 5,3 % de moins que les hommes.

Dernière heure

Rodrigue Petitot, figure du mouvement contre la vie chère en Martinique, a été arrêté le 12 novembre au soir, ce qui a déclenché une nouvelle nuit d'émeutes. Blindés, matraques, gaz contre les travailleurs ou les populations, d'ici comme des colonies de l'impérialisme français, qui luttent pour le droit de vivre. Qui sème ce vent-là ne récoltera que la tempête. Halte à la répression ! Libération immédiate de Rodrigue Petitot !

ÉDUCATION : POLITIQUE « CHOC » CONTRE LES ENSEIGNANTS ET LES GOSSES, URGENCE D'UN CHOC EN RETOUR !

Mardi 12 novembre, la ministre de l'Éducation, Anne Genetet, a envoyé une lettre à tous les enseignants pour confirmer la mise en place de « l'acte II du choc des savoirs ». Suite à une réunion avec les syndicats où tous s'étaient précipités.

CHOC DU TRI SOCIAL...

Les groupes de niveau seront poursuivis en classes de sixième et cinquième à la rentrée 2025 et ils seront étendus aux quatrièmes et troisièmes mais à raison d'une heure par semaine. Le brevet deviendra obligatoire à partir de 2027 pour entrer au lycée, en fait pour sortir du système scolaire tous les élèves qui n'arrivent pas à le décrocher.

CHOC CONTRE LES MOYENS...

Tout cela s'inscrit dans le budget de guerre contre les classes populaires du gouvernement Barnier. Les suppressions touchent aussi le pôle médico-social. Il manque des infirmières dans des centaines d'établissements, mais le budget prévoit de supprimer encore des postes. Genetet annonce la création de 150 postes de CPE et 600 de surveillants, mais pour 6 950 collèges et 3750 lycées !

Et ce n'est pas tout. Car avec la baisse du budget alloué aux collectivités territoriales, ce sont les dotations versées aux écoles, collèges et lycées qui seront revues à la baisse (le département du Nord a voté une baisse de 30 % des budgets des collèges).

CHOC CONTRE LES SALAIRES

Pour ce qui est des salaires, outre le gel du point d'indice et le passage de un à trois jours de carence, Kasbarian a annoncé que la prime dite Gipa (garantie individuelle du pouvoir d'achat) ne serait pas versée en 2024. Cette prime, à condition d'y être éligible, était censée compenser l'inflation. Au total, 200 000 fonctionnaires pourraient la voir passer sous leur nez, majoritairement des bas salaires.



IL FAUT UNE RIPOSTE D'ENSEMBLE

Bon nombre d'enseignants prennent ces mesures pour ce qu'elles sont : une déclaration de guerre contre des conditions de travail déjà catastrophiques, pour eux comme pour les enfants. Au printemps dernier, beaucoup de collègues, avec les parents d'élèves, avaient participé aux actions contre la réforme du collège. L'absence de plan national de la part des directions syndicales a renvoyé à des bagarres établissement par établissement, à des casse-têtes locaux pour tenter de contrecarrer la mise en place des groupes. Le gouvernement poursuit dans les provocations, misant peut-être sur le fait qu'aucune perspective réelle n'ait été donnée par les syndicats - CGT et FO évoquant juste la possibilité d'une mobilisation « début décembre ». Tiens donc, ils se réveilleraient et entendraient la colère ?

PAR AURÉLIEN PÉRENNA • 12/11/2024

Soutenez la presse communiste

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

ABONNEZ VOUS À RÉVOLUTIONNAIRES

- 6 MOIS : 20 € (25 € en tarif de soutien)

- 12 MOIS : 40 € (50 € en tarif de soutien)

RÉVOLUTIONNAIRES NUMÉRO 22 • 14 NOVEMBRE 2024 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR « LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA » ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 5 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT 30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE

TÉL. : 01 49 63 66 66

Valence se mobilise pour exiger la démission de Carlos Mazón après les inondations meurtrières

La ville de Valence a vécu l'une des plus grandes mobilisations de son histoire récente. Plus de 130 000 personnes sont descendues dans les rues pour exiger la démission de Carlos Mazón, président de la Generalitat (gouvernement autonome de la région), du Parti populaire (PP, droite), après la gestion de la récente catastrophe qui a fait plus de 200 morts, de nombreux disparus et des dommages matériels considérables, suscitant une vague d'indignation parmi la population.

La manifestation, qui a débuté sur la place de la mairie, pour se diriger vers le palais de la Generalitat, était ponctuée de slogans tels que « Mazón assassin » et « Mazón démission », pour dénoncer le manque de préparation et de réaction du gouvernement valencien face à une urgence pourtant annoncée plusieurs jours à l'avance. Les manifestants, issus de divers secteurs, ont vivement critiqué la décision du gouvernement de la Generalitat de démanteler les services d'urgence, une mesure prise après les dernières élections dans un but d'économie.

La gestion du gouvernement central de PSOE-Sumar (gauche) a également été

remise en question. Bien qu'informé des alertes météorologiques cinq jours auparavant, il n'a pris aucune mesure préventive pour protéger la population. Des milliers de travailleurs se sont ainsi retrouvés dans des situations à haut risque, obligés de se rendre à leur poste malgré l'alerte rouge. Les images de travailleurs piégés, de transporteurs ensevelis et d'employés forcés de rester sur leur lieu de travail reflètent la dureté d'un système prêt à tout pour préserver les profits.

Les syndicats ont également reçu des critiques pour leur réponse limitée : un débrayage symbolique de dix minutes, autorisé par le patronat. Beaucoup de manifestants

considèrent cette mesure insuffisante face à l'ampleur de la tragédie et de l'abandon institutionnel.

La mobilisation s'est conclue par des moments de tension et des charges policières, faisant plusieurs blessés. Quatre manifestants ont été arrêtés. Cet événement a mis en lumière un profond mécontentement au sein de la société valencienne, qui exige justice et une révision des priorités gouvernementales face à l'urgence climatique et sociale.

IZQUIERDA ANTICAPITALISTA
REVOLUCIONARIA (IZAR) • 11/11/2024



COP 16, COP 29... LES COPS SONT PLEINES ! SEUL GESTE POUR LA DÉFENSE DE LA BIODIVERSITÉ ET DU CLIMAT : RENVERSER LE CAPITALISME !

Les prétendus défenseurs du climat font fort avec la tenue à partir de ce 11 novembre d'une COP 29, conférence dédiée à la prévention des dégâts climatiques, à Bakou en Azerbaïdjan, berceau de l'extraction du pétrole et toujours producteur. Mais vive l'or noir, vive Total... Au moment où la crise climatique engendre des catastrophes naturelles géantes : inondations meurtrières en Espagne, incendies en Californie, crue du fleuve Sénégal qui contraint des dizaines de milliers de personnes à fuir.

Cette farce de la COP 29 vient aussitôt après la farce de la COP 16, dédiée à la biodiversité dont l'appauvrissement constitue aussi une menace pour la planète : un tiers des espèces d'arbres sont en voie de disparition, la population de nombreuses espèces animales s'effondre, avec notamment une baisse de 73 % du nombre des vertébrés sauvages. Cela pèse lourd sur l'équilibre des écosystèmes qui sont nécessaires à l'humanité pour vivre.

QUELQUES MESURES SANS FRAIS !

Aucun engagement n'a été pris. Quelques textes sont sortis, sur la reconnaissance d'un meilleur statut pour les

peuples autochtones ou l'importance plus grande accordée aux fonds marins. Rien de coûteux pour les entreprises ou les États qui ont relégué les délicats problèmes de financement en fin de conférence. Et les ont traités aux moindres frais et sans contrainte : un texte engage les entreprises des pays riches à reverser 0,1 % de leur revenu ou 1 % de leurs bénéfices à un fonds, une somme dérisoire par rapport aux milliards engrangés par des patrons pollueurs.

Quant à préciser les mesures de financement par les États, notamment les plus riches, pour atteindre les 200 milliards par an nécessaires pour sauver la planète (somme avancée à la COP précédente), ce n'était plus possible : il n'y avait plus assez de délégués dans la salle pour voter ! Pour le moment, seulement 44 des 196 pays de l'ONU ont établi un plan national pour enrayer la perte de biodiversité, et seuls 119 ont soumis des engagements sur les objectifs de la conférence.

PAR ROBIN KLIMT • 12/11/2024



Après le Liban, des bombardements israéliens en Syrie

Yoav Gallant, le ministre israélien de la Défense, qui a présidé à tous les massacres à Gaza et entrepris l'escalade guerrière au Liban, vient d'être congédié par Netanyahu. Trop mou selon ce dernier, et remplacé par Israël Katz, présenté comme un « bulldozer ». L'individu a été l'artisan de l'interdiction par le Parlement des activités de l'UNRWA (l'Organisation des Nations unies d'aide aux réfugiés palestiniens).

Netanyahu donne une place de plus en plus grande à la droite la plus extrémiste, au moment où, après les 43 000 morts à Gaza et la guerre au Liban qui en a déjà fait plus de 3 000 et un million de déplacés, Israël s'illustre maintenant par des bombardements en Syrie et le long de la frontière entre Liban et Syrie. Prétendument pour éviter des renforts pour le Hezbollah, mais aussi et surtout pour couper toute possibilité de refuge à ceux qui fuient les bombardements israéliens. Si tant est qu'on puisse trouver refuge dans cette Syrie déjà ruinée par dix ans de guerre. À noter quelques faits cocasses : le secrétaire général de l'ONU n'a plus le droit de mettre les pieds en Israël, des gendarmes français se sont fait tabasser par des flics israéliens à Jérusalem, des casques bleus de l'ONU ont été blessés au Liban par des tirs israéliens.

Rappelons surtout que Netanyahu poursuit son escalade génocidaire grâce au soutien inconditionnel des grandes puissances, dont la France. À nous de continuer à manifester contre cette guerre, illustration de la barbarie impérialiste.

PAR OLIVIER BELIN • 12/11/2024

Allemagne : derrière la crise politicienne, une vague de licenciements, annonciatrice d'un bras de fer entre travailleurs et patrons

La coalition gouvernementale allemande SPD-Verts-Libéraux a explosé le 6 novembre. Un vote de confiance aura lieu en janvier, suivi a priori d'élections anticipées. Une crise politique qui fait la une des médias. Mais, derrière les péripéties institutionnelles, la vraie crise est sociale : une vague de licenciements déferle sur le pays.

LES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE ALLEMANDE TOUCHÉS

L'annonce par Volkswagen de la suppression de dizaines de milliers d'emplois et de la fermeture de trois sites a fait l'effet d'une bombe. Les difficultés de Volkswagen sont en réalité très relatives : 22,5 milliards d'euros de bénéfice en 2023 - un record. Mais le chiffre d'affaires du premier semestre a chuté de 5 % et la baisse du nombre de véhicules produits rend une partie des énormes infrastructures de l'industrie automobile inutiles.

Le recul de la production entraîne les sous-traitants : 14 000 postes supprimés chez ZF Friedrichshafen, 3 000 chez Bosch, 1 000 chez Continental. Un cabinet d'expert estime que soixante sous-traitants de l'automobile feront faillite en 2024, le double de 2023.

LE SYNDICALISME DE COGESTION À L'ÉPREUVE DES ATTAQUES

Après de premières réactions sur le mode combatif, la direction d'IG Metall semble s'être assagie. La présidente du Betriebsrat (CSE à l'allemande) insiste sur « les décennies de volonté de compromis des salariés et de la participation active à la

rentabilité du groupe ». Un autre syndicaliste haut placé d'Osnabrück - site que la direction veut fermer - résume ainsi le rôle d'IG Metall : « Ils agissent aussi de ramener un peu de calme. Les collègues ne peuvent pas croire et tout ce qui est envoyé sur des groupes. » Calmez-vous, on négocie !

« L'heure est pourtant à des mobilisations. 16 000 salariés ont manifesté lors de l'assemblée générale de Volkswagen à Wolfsburg, 10 000 autres attendaient devant les portes. »

L'heure est pourtant à des mobilisations. 16 000 salariés ont manifesté lors de l'assemblée générale de Volkswagen à Wolfsburg, 10 000 autres attendaient devant les portes. Plus de 20 000 salariés de ZF Friedrichshafen ont manifesté dans une dizaine de villes. Dans la sidérurgie, des salariés de ThyssenKrupp ont manifesté et bloqué le siège à Duisburg.

Il en faudra bien plus face à ce rouleau compresseur. Mais si la bourgeoisie allemande détient, grâce à la puissante bureaucratie syndicale, un extincteur social à portée de main, la situation pourrait bien s'enflammer, avec un prolétariat industriel fort de plus de 5 millions de salariés - dont 2,14 millions organisés dans IG Metall.

PAR DIMA RÜGER • 12/11/2024

SUR NOTRE SITE, NOS ARTICLES SUR LA SITUATION EN ALLEMAGNE :

>>> De Volkswagen à ThyssenKrupp, les géants allemands licencient

npa-revolutionnaires.org/de-volkswagen-a-thyssenkrupp-les-geants-allemands-licencient



>>> Allemagne : l'économie en difficulté, le patronat d'attaque

npa-revolutionnaires.org/allemande-leconomie-en-difficulte-le-patronat-dattaque



>>> Le syndicalisme de cogestion allemand à l'épreuve des attaques patronales

npa-revolutionnaires.org/le-syndicalisme-de-cogestion-allemand-a-lepreuve-des-attaques-patronales



NOTRE AMI LE (PORTEFEUILLE DU) ROI

Une délégation exceptionnelle a accompagné Macron au Maroc. Artistes et sportifs étaient de la partie, mais aussi tous les PDG du fleuron industriel français venus vendre leurs projets.

L'objectif était clair : brosser le roi dans le sens du poil sur les sujets ayant causé des « tensions » avec lui. En plus de confirmer la reconnaissance de la souveraineté marocaine sur le Sahara occidental, Macron a également revu ses exigences à la baisse sur l'immigration, se contentant d'un accord sur le raccourcissement des délais d'expulsion dans le cadre des OQTF. Pourtant, son nouveau ministre de l'Intérieur avait annoncé qu'il serait intransigeant. Aucun accord chiffré n'a été passé, mais tout de même un engagement du gouvernement de Mohamed VI à coopérer.

La pilule a été facile à avaler, car la royauté marocaine a mis sur la table 10 milliards d'euros de contrats. Les entreprises françaises officieront dans plusieurs projets très lucratifs, dans le transport ferroviaire et portuaire, l'eau et l'hydrogène vert. Veolia a obtenu la construction de la deuxième plus grande usine de dessalement d'eau de mer au monde, en jeu capital vu l'avancée de la sécheresse en Afrique.

Des contrats vont aussi être passés dans le domaine de l'armement avec l'achat d'hélicoptères militaires. Cela est directement lié à la poursuite de la colonisation du Sahara. En effet, le changement de position de la France n'est pas juste une posture diplomatique, mais aussi un appui pour poursuivre

la recherche de ressources naturelles... qui seraient ensuite exploitées par ces mêmes entreprises françaises.

Le Maroc a également entériné l'évolution de sa position sur Israël. Le président français a pu réaffirmer son soutien au génocide devant le Parlement marocain sans problème. Mais la « normalisation » des relations avec Israël n'est absolument pas majoritaire dans la population marocaine. Plusieurs manifestations ont eu lieu durant le séjour et ont été durement réprimées, un savoir-faire partagé avec la France.

Macron, si prompt à se présenter comme VPR de la République, n'a eu aucun mot pour dénoncer l'arrestation du défenseur des droits humains Fouad Abdelmoumni durant sa visite. Pas un mot non plus pour les 254 mineurs qui extraient du cobalt pour Renault et BMW à Bou-Azzer et qui sont en grève depuis cinq mois contre les conditions de travail inhumaines, l'exposition aux poussières toxiques et l'impact écologique de l'exploitation.

Le repas somptueux offert par le roi ne doit donc pas faire oublier la pauvreté à laquelle est condamnée la majorité de la population. La bourgeoisie marocaine n'a pas seulement reçu son homologue française avec classe, elle renoue un partenariat privilégié avec son ancien colonisateur, partageant avec lui le gâteau au détriment de ceux d'en bas.

PAR FADMA ASSIF • 11/11/2024

NOVEMBRE 1954, UNE CÉLÉBRATION À ALGER SUR FOND DE MILITARISME

Le 70^e anniversaire du déclenchement, le 1^{er} novembre 1954, de la guerre de libération ayant mené à l'indépendance en 1962, a été fêté par une impressionnante parade militaire sous les regards du président, de l'état-major et de présidents étrangers. Pendant six jours, la wilaya d'Alger a fermé l'autoroute qui devait servir au défilé, suscitant la colère des habitants. Les réseaux sociaux ont dénoncé cette fermeture « méprisante envers la population que l'on n'appréhendait que la veille », et ironisé sur la « privatisation d'une date censée appartenir à tout le peuple ». Aux yeux de beaucoup, il s'agissait pour le régime d'utiliser cette date symbole pour faire sa démonstration de force.

Cette force qui paraissait dérisoire s'il s'agissait, comme le laisse entendre le président Tebboune, de se mesurer à celle des grandes puissances impérialistes. Croisé à Alger, Hocine Zehouane, ancien maquisard et opposant au coup d'État, en 1965, du colonel Boumediène, lâchait « le chien qui aboie ne mord pas ». Cediton populaire illustre l'inconsistance des gouvernants et de leurs parades militaires, qui prétendent protéger la population. À moins qu'elles protègent surtout le régime de la colère des masses populaires.

C'est la mémoire des luttes de cette guerre d'indépendance, transmise au sein des familles, qu'il faut perpétuer, loin des défilés militaires et cérémonies officielles. Loin aussi des cinémas diplomatiques d'un Macron qui vient de reconnaître, du bout des lèvres, « la responsabilité des militaires français dans l'assassinat de Larbi Ben M'hidi », l'un des jeunes dirigeants de la lutte d'indépendance. Manière pour Macron de tenter d'apaiser les tensions entre les deux pays suite à l'alignement total de la France sur la position colonialiste du Maroc dans le dossier du Sahara occidental. Là encore, l'ironie des internautes ne l'a pas loupé : « Grâce à Macron, nous savons enfin que Ben M'hidi n'apas été tué par... la grippe ! »

CORRESPONDANT À ALGER • 10/11/2024

>> SUR LE SITE

Plus d'articles sur l'actualité internationale à lire :

npa-revolutionnaires.org



LES ÉTATS-UNIS APRÈS L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

Malgré ses casseroles judiciaires, malgré une campagne alternant les bobards racistes et des platitudes creuses, malgré un programme menaçant fondamentalement les droits et les intérêts des centaines de millions d'Américains qui font vivre leur pays, Trump a été nettement réélu mardi 5 novembre dernier.

Cette réélection s'explique d'abord par la déroute électorale des Démocrates. Biden et sa vice-présidente Harris ont mené pendant quatre ans une politique au service du patronat. L'inflation notamment s'est traduite par un hold-up sur les salaires réels ouvriers au profit des actionnaires. Et les Démocrates ont osé mener campagne sur leur prétendu bon bilan économique!

Dans de nombreux secteurs, le monde du travail riposte, fait grève et gagne. Politiquement aussi, les classes

populaires ont montré leur capacité de mobilisation que bien des bourgeois redoutent, par exemple pour dénoncer la mort de George Floyd il y a quelques années.

Trump est le produit de cette situation. Peut-il la faire basculer par une pratique autoritaire et plus répressive du pouvoir, par des cartes blanches laissées aux groupes violents qui se renforcent dans son sillage, voire par la mobilisation de millions d'électeurs fanatisés? L'avenir le dira. Pour le moment, à l'hypothèse de la création d'un parti de type fasciste, dont la bourgeoisie américaine estime visiblement qu'elle n'a pas encore besoin, Trump a préféré le phagocytage d'un Parti républicain qui n'a pas offert grande résistance, à l'aide de son mouvement Make America Great Again - « Rendre à l'Amérique sa grandeur » : un programme compris à tort par des millions d'électeurs comme synonyme d'élévation de leur niveau de vie, alors qu'il a pour but de préserver la domination impérialiste

des États-Unis sur le monde. Par des interventions armées si nécessaires (quand bien même Trump a baratiné le contraire durant la campagne). Mais aussi par la poursuite d'attaques anti-sociales qui pourraient viser aussi bien le droit de grève ou les services publics que les libertés des minorités, les immigrés ou le droit à l'avortement. Car Trump ne peut gouverner qu'en divisant les travailleurs.

Si la conscience se renforce parmi ces derniers qu'il faut relever le défi et s'organiser collectivement, indépendamment des deux grands partis, alors là, oui, Trump pourrait bien perdre son pari. Et la bourgeoisie avec lui.

Dossier réalisé en collaboration avec des militants de **Speak Out Now**. Pour plus d'informations sur ces camarades et la vie politique aux États-Unis, visitez leur site internet : speakoutsocialists.org



UNE DÉFAITE DE HARRIS PLUS QU'UNE VICTOIRE DE TRUMP

Avec 74,6 millions de voix (50,5 % des votants), Trump devance Harris de 3,7 millions de voix et arrive en tête dans tous les États-pivots, ces swing states qui concentraient toute l'attention et les espoirs des pro et des anti-Trump. Cerise sur le gâteau électoral, Trump et son parti dirigent tous les organes de pouvoir fédéraux, de la Présidence à la Cour suprême, en passant par le Congrès (où ils sont désormais majoritaires au Sénat et, probablement, à la Chambre des représentants).

Cette victoire est toutefois moins le résultat d'une percée massive du vote pour Trump que celui d'une déroute des Démocrates, y compris dans certains de

leurs bastions, à l'instar de l'État de New-York, qui est demeuré imprenable pour les Républicains, mais où l'écart de 23 points creusé par Biden en 2020 a été ramené à seulement 11 points en faveur de Harris en 2024.

La participation est, de plus, en baisse de trois millions d'électeurs par rapport à 2020, portant le taux d'abstention à 42 % des Américains en âge de voter. Rapporté à l'ensemble des citoyens Américains, près de trois sur quatre n'ont pas voté pour Trump... ni pour Harris, par la même occasion. Alors que Trump ne progresse presque pas par rapport à la dernière élection (300 000 voix de plus sur 74 millions), les Démocrates en

perdent plus de 10 millions : le désaveu est cinglant.

Aux États-Unis (comme en France, d'ailleurs), le premier « parti » des travailleurs, c'est l'abstention. Un rejet net d'un régime électoral bourgeois qui n'a de démocratique que le nom.

PAR SACHA CREPINI • 12/11/2024



Vie à crédit et pauvreté : merci Biden...

Durant les quatre années de la présidence Biden, les conditions de vie de la plupart des travailleurs se sont dégradées. L'inflation a abaissé les salaires réels. Il en coûte depuis 2019 en moyenne 54 % de plus pour se loger, 25 % de plus pour se nourrir et 22 % de plus pour se soigner. Le coût de l'énergie a même grimpé de 61 % ! Or, la plupart des salaires n'ont augmenté que de 3 %. Plusieurs États ont augmenté le salaire minimum, en moyenne de 13 %, pour empêcher que les

moins qualifiés s'effondrent dans la misère totale.

Près d'un million de personnes, en majorité retraitées, sont devenues sans abri pour la première fois de leur vie en 2023. C'est le nombre le plus élevé depuis 2007 et sa vague d'expulsions de familles étranglées par les crédits immobiliers « subprimes ». Le recours massif au crédit est justement ce qui maintient d'habitude les ménages à flot. Hors immobilier, leur dette moyenne est montée

à plus de 23 000 dollars, tandis que 20 % de la population est en retard dans le paiement de ses cartes de crédit - le débit différé est la norme aux États-Unis.

Ces difficultés s'expliquent par la combinaison du chômage - officiellement à 4 %, son taux réel se situe plutôt autour de 9 % - et des bas salaires. La plupart des emplois créés depuis la pandémie sont en effet à temps partiel et mal payés. Les Démocrates ont vanté la santé insolente de l'économie - arrosés d'argent public, les capitalistes américains sont en forme. Ils ont traité de « fake news » trumpistes les critiques parlant de l'inflation. On connaît le résultat...

Un « âge d'or »... mais pas pour tout le monde !

Dans son discours de victoire, Trump promet un « âge d'or » pour tous les Américains. On peut parier le contraire pour le plus grand nombre : il servira les riches et les capitalistes qui l'ont consacré chef de bande.

Il veut confier au milliardaire fascinant Elon Musk un audit financier de l'État fé-

déral. Cela annonce un passage à la tronçonneuse des services publics et des budgets sociaux pour mieux arroser les compagnies privées... sans oublier les siennes, bien sûr !

Trump prétend défendre les libertés, mais il menace tous ceux et toutes celles qui ne partagent pas sa vision raciste et

misogyne du monde, ou sa négation du dérèglement climatique. Il a certes pris, durant la campagne, quelques distances avec le très réactionnaire Projet 2025 mais celui-ci pourrait bien revenir en force. Au programme : le remplacement de dizaines de milliers de hauts fonctionnaires par des chrétiens intégristes pour servir leur vision du monde et un renforcement autoritaire du pouvoir présidentiel. Trump vient déjà d'exiger des sénateurs qu'ils renoncent à valider la nomination de son administration et les leaders républicains du Sénat se sont dépêchés de se soumettre.

Trump promet surtout de rafler et expulser les immigrés par millions, y compris certains qui n'ont plus aucune attache dans leur pays d'origine. Le but ? Terroriser ceux qui resteront, les pousser à raser les murs et se laisser exploiter en silence. La démagogie de Trump prétend protéger les travailleurs américains « natifs ». En fait, il s'agit de tenter d'affaiblir tous les salariés face à leurs employeurs en ce moment où la classe ouvrière américaine relève la tête.

PAR M. P. • 12/11/2024

SITUATION INTERNATIONALE : À QUOI S'ATTENDRE DE LA PART DE L'ADMINISTRATION TRUMP ?

À en croire Trump, un coup de fil à Poutine et Zelensky, et finie la guerre en Ukraine. Idem au Moyen-Orient. Mais, derrière les propos de bateleur de foire, une politique se dessine tout de même en arrière-plan.

Concernant l'Ukraine, si les dirigeants occidentaux se sont rangés de son côté contre la Russie, ils ont aussi besoin de cette dernière pour maintenir l'ordre social dans une partie du monde, comme elle l'a montré en Syrie. L'impérialisme américain peut tout à fait se suffire de l'affaiblissement que la guerre a représenté pour la Russie, sans souhaiter que cela aille plus loin. Quant à la population ukrainienne, Trump, pas plus que Biden ou Macron, ne se préoccupe de son sort ! Tout laisse croire que les dirigeants occidentaux sont en train de préparer le terrain à des né-

gociations sur la base des territoires occupés par la Russie.

Au Moyen-Orient, l'avenir proche dira quelle politique l'impérialisme américain cautionnera vis-à-vis de l'Iran : c'est qu'une intervention dans un pays de 90 millions d'habitants, urbanisé et relativement bien équipé n'est pas la même chose qu'une intervention au Liban. Mais, en dehors de l'Iran pour lequel les dirigeants américains exigent d'avoir leur mot à dire, l'élection de Trump ne peut qu'être prise pour un feu vert à Netanyahu au moins à Gaza, en Cisjordanie et au Liban.

Quelle sera enfin la politique effective de l'administration Trump dans les échanges internationaux ? Biden avait amplifié la politique agressive envers la Chine de son

prédécesseur... Trump. Au-delà du sort de Taiwan, les économies américaine et chinoise restent pour l'instant imbriquées, même si de grandes entreprises américaines comme Apple tentent de diversifier leurs sources en s'implantant par exemple en Inde. Les déclarations de Trump promettant de taxer à 100 % les produits chinois à l'entrée des États-Unis sont en tout cas une incitation à accélérer ces réorganisations des chaînes de production.

C'est donc dans les semaines et les mois qui viennent qu'on verra si l'orientation que suivra Trump bouleversera complètement la donne sur le plan international ou s'il s'agira davantage d'un rééquilibrage en faveur des entreprises américaines. Ce qui, en soi, aura de toute façon des conséquences sur l'économie dans le reste du monde.

PAR J.-J. F. • 12/11/2024



Make Working Class Great Again

À l'automne 2023, il avait fallu six semaines de grève aux ouvriers de l'automobile pour arracher une augmentation générale de salaire de 25 % sur les quatre prochaines années. Un an plus tard, en octobre dernier, les dockers obtenaient 62 % de plus sur leur paye, échelonnés sur les six prochaines

années. Chacune des trois journées de grève aurait coûté de 1 à 5 milliards de dollars aux capitalistes du pays : de quoi les obliger à lâcher du lest. Enfin, lundi 4 novembre, la direction de Boeing cédaient une augmentation de salaire de 38 %, soit bien plus que les premières offres de la direction rejetées par les grévistes. Une

combativité qui ne s'est pas éteinte puisque 41 % des 33 000 machinistes de Boeing ont voté pour la poursuite de la grève malgré un chantage patronal à la délocalisation.

Mais Boeing a refusé le retour aux pensions de retraite garanties. Les dockers pourraient bien voir leurs emplois menacés par une nouvelle vague d'automatisation des infrastructures portuaires. Les patrons de l'automobile comme ceux de Boeing lancent des plans de licenciement. La lutte n'est donc pas terminée !

Après ces succès, les dirigeants syndicaux les plus combatifs veulent réimplanter leurs organisations dans le sud, traditionnelle-

ment peu syndiqué, et où, depuis une décennie, le patronat a délocalisé pour contourner les clauses des « contrats » négociés dans les usines du nord. Mais, sans l'intervention active de milliers de travailleurs, la syndicalisation en soi n'est pas garantie de succès, tant les appareils syndicaux américains restent dans l'ensemble partisans de la collaboration avec l'employeur « pour le bien de l'entreprise ».

La bonne nouvelle, c'est que les signaux de l'émergence d'une nouvelle génération militante se multiplient.

PAR M. P. • 12/11/2024

L'EXTRÊME GAUCHE AMÉRICAINE DANS LES ÉLECTIONS

Présenter des candidats dans tous les États-Unis requiert des moyens qui manquent encore à l'extrême gauche américaine. Le « ticket » Claudia De La Cruz - Karina Garcia du Party for Socialism and Liberation était néanmoins présent dans 42 des 50 États.

Le Working Class Party, impulsé par le groupe frère de Lutte ouvrière, The Spark,

a présenté des candidats en Californie, dans l'Illinois et le Michigan. Leur programme, face aux deux grands partis qui « ne représentent que les riches et leurs amis » était la lutte pour l'augmentation des salaires, la baisse du temps de travail et le partage du travail entre tous, contre les budgets militaires et les profits des marchands d'armes... Leurs

résultats sont faibles mais pas négligeables, souvent autour de 2,5 %. L'un d'eux, mécanicien dans les transports urbains de Los Angeles, a même obtenu 21,5 % des suffrages (29 000 voix) aux élections à la Chambre des représentants face à la candidate démocrate.

Pour une politique indépendante de la classe ouvrière

Le numéro un du syndicat de l'automobile (UAW), Shawn Fain, avait déclaré après la grève victorieuse des travailleurs de l'automobile : « La classe ouvrière est de retour ». Cela ne l'a pas empêché de bien vite se ranger

derrière Biden, puis Harris. Quant au leader de ceux qui se disent socialistes (mais soutiennent le Parti démocrate à chaque fois), Bernie Sanders, il s'est désolé que la classe ouvrière ait été absente de la campagne de Kamala

Harris - mais une « désolation » bien tardive puisqu'il s'était lui aussi rangé derrière Biden puis Harris.

En parallèle à l'élection présidentielle, chaque État organisait des référendums sur des lois locales. Or, une majorité d'électeurs a approuvé l'augmentation du salaire minimum du Missouri où Trump l'a emporté par 58 % des voix. Et, dans quatre États gagnés par ce dernier, une majorité a voté pour le maintien du droit à l'avortement. Visible-ment, si de nombreux travailleurs se sont détournés du Parti démocrate, ils n'ont pas pour autant épousé tous les thèmes misogynes ou anti-ouvriers de Trump - rappelons qu'il déteste la grève et les droits syndicaux en général. En fait, tout montre que ce qui manque aux travailleurs, c'est un parti qui porte spécifiquement leur voix.

Pour l'instant, les petites organisations d'extrême gauche qui proposent une politique indépendante de la classe ouvrière paraissent peu audibles. Mais, avec la recrudescence des luttes ouvrières, tout peut aller très vite, surtout dans un pays où, si elles ne sont hélas pas tournées vers la lutte sociale, de profondes traditions d'organisation existent.

PAR J.-J. F. • 12/11/2024

DU MARDI NOIR AU ROUGE DE LA COLÈRE :

À Auchan, Michelin, dans l'automobile et la chimie, construire le rapport de force pour combattre les licenciements !

Mardi 5 novembre, en une seule journée, Michelin et Auchan, deux multinationales françaises, ont annoncé la suppression de plus de 3 600 emplois.

MENACES DANS TOUS LES SECTEURS : DE L'AUTOMOBILE À LA CHIMIE EN PASSANT PAR LA DISTRIBUTION...

Depuis des mois, les annonces s'accumulent dans l'automobile, équipementiers (MA France, Valeo, Dumas, Novares, ou encore Walor, Forvia et bien d'autres) et constructeurs : le site de Stellantis à Poissy - plus gros site de production de la région parisienne - est ouvertement menacé depuis le 17 octobre (un club de foot comme le PSG se dit déjà intéressé par la reprise du terrain).

Les fermetures menacent aussi une bonne partie de l'industrie chimique. À Vencorex en Isère, il y a deux semaines, les salariés ont fait parler d'eux lorsqu'une annonce de prétendue reprise ne garantissait en fait que 5 % des emplois (25 sur 500). Appel à la mobilisation aussi chez Sanofi.

Côté Michelin - qui annonce donc la fermeture des sites de Cholet (950 salariés) et de Vannes (300 salariés) -, les syndicats ont appelé à la grève sur tous les sites : comme le disait un syndicaliste CGT de Clermont-Ferrand à la radio : il n'y a pas un seul site Michelin en France qui peut garantir qu'il ne va pas lui aussi fermer.

Dans l'aéronautique, la branche défense et espace d'Airbus, qui compte 35 000 salariés, devrait supprimer 2 500 postes en 2026.

150 000 EMPLOIS MENACÉS, RIEN QU'EN FRANCE !

Selon le Conseil national des administrateurs et mandataires judiciaires (CNAJMJ), pas moins de 52 214 procédures collectives pour licencier ou supprimer des postes ont été ou-

vertes depuis le début de l'année (l'écrasante majorité dans de toutes petites structures). Leurs chiffres rejoignent ceux de la CGT : 150 000 emplois menacés actuellement en France... Tous en même temps, comme s'en inquiète à juste titre le gouvernement !

AUCUN LICENCIÉ RÉELLEMENT « EN DIFFICULTÉ »

Rappelons que Stellantis a fêté ses 18 milliards de bénéfices net l'année dernière, un sous-traitant comme Valeo menace des sites avec 221 millions de bénéfices net et Michelin avec 2 milliards cette année. Cette famille de milliardaires n'est pas plus « en difficulté » que la famille Mulliez, propriétaire d'Auchan, qui menace 2 500 emplois. Aucune de ces deux entreprises ne parle de délocalisations : gains de productivité, compétition internationale et surtout profits suffisent à tout justifier. Toutes ont touché des dizaines de millions de fonds publics, en aides à l'industrie, crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et crédits d'impôt recherche, y compris au moment des annonces.

SEULE RAISON DE LA SAIGNÉE : AUGMENTER LES PROFITS ET LA PRODUCTIVITÉ

Et c'est toute l'Europe qui est menacée. Les annonces ont commencé en Allemagne : fermeture de trois sites Volkswagen, 14 000 suppressions de postes chez le sous-traitant ZF... Les prétextes : transition vers le tout électrique d'ici 2035, voitures inabondables, absence d'infrastructures, prévisions de faibles volumes de ventes, concurrence chinoise sur le marché de l'électrique... le tout surtout invoqué pour pousser les États à augmenter les subventions qu'ils empochent déjà - ce que le ministre de l'Industrie, Marc Ferracci, propose de faire à l'échelle européenne. Pourtant les marges sont là, y compris avec des prévisions de vente à la « baisse ».

CONSTRUIRE LE « TOUS ENSEMBLE » QU'ILS CRAIGNENT !

Alors oui, comme le redoute le gouvernement, c'est bien le « tous ensemble » qui permettra aux ouvriers d'obtenir ce qu'ils veulent : des indemnités acceptables, le maintien des sites et surtout des emplois. Et si les progrès techniques nécessitent moins de force de travail : diminution du travail pour tous, sans diminution de salaire. Mais entreprise par entreprise, voire site par site, les salariés risquent d'être vaincus les uns après les autres. Au contraire, en prenant contact et en se coordonnant afin que plus un salarié menacé ne se retrouve seul face au licenciement, ils pourront construire le rapport de force qui pourrait rendre crédible y compris l'interdiction des licenciements, en France voire en Europe.

PAR LÉO BASERLI • 11/11/2024

SUR LES LICENCIEMENTS Retrouver nos autres articles sur notre site :

Michelin (Cholet, 49) : fermeture malgré des profits insolents ? Les travailleurs ne devront compter que sur eux-mêmes



Le site Stellantis Poissy menacé de fermeture : la gaffe, le phénix et le PSG

LA POSTE

BRAHIM, DALILA, GAËL, MOHAMED ET YANN : CINQ ANS DE PRISON POUR UNE GRÈVE IL Y A DIX ANS ?

Tous les cinq postiers ou ex-postiers, ils ont été mis en examen puis convoqués mardi 12 novembre en correctionnelle pour « dégradations » et « violences ». Une procédure

qui avait été réactivée pendant la grève de 15 mois des postiers du 92 en 2019, et qui finit par aboutir à cette convocation au tribunal... dix ans après les faits reprochés ! En réalité :

deux manifestations au siège social de La Poste pour demander des négociations après plusieurs semaines d'une grève dont l'objectif était l'embauche en CDI de contrats précaires.

Il leur est reproché d'avoir commis une « violation de domicile » en se rendant dans le siège de leur propre entreprise ! Motif ubuesque qui s'ajoute aux affabulations habituelles sur les violences ou dégradations. Pourquoi un tel acharnement ? Les postiers du 92 ont à plusieurs reprises (2009, 2010, 2012, 2016 et 2018-2019) mené des grèves qui ont contribué à poser à une échelle na-

tionale le problème des réorganisations et du chiffrage de la charge de travail par des algorithmes totalement décalés avec la réalité. Des grèves menées avec une stratégie de regroupement et d'extension à différents bureaux. C'est à cette stratégie que La Poste veut s'attaquer en suscitant ces poursuites.

200 personnes ont manifesté leur soutien devant le tribunal qui a finalement prononcé un renvoi au 12 juin 2025. Rendez-vous pris !

CORRESPONDANT • 11/11/2024

EPSM DE CAEN

Attention tramway !

À l'établissement public de santé mentale (EPSM, un hôpital psychiatrique) de Caen, la suppression d'un service d'admission de 20 lits a eu lieu en septembre. Ce qui porte le nombre de lits fermés à 110 en dix ans. Pourtant, souvent des dizaines de patients attendent aux urgences ou chez eux une hypothétique place. En octobre, une grève a vu une centaine d'agents se relayer sur le piquet, puis interpeller la direction.

Mais la vraie menace vient du projet d'extension du tramway, qui doit passer en plein cœur de l'hôpital. Mardi 5 novembre, une belle brochette de clowns est venu divertir les collègues à la salle des spectacles : le directeur de l'ARS, celui de l'EPSM, le président de la communauté d'agglomération Caen la Mer. Que des travailleurs de terrain ! On l'a senti à leurs explications. Trois services de long séjour comptant au total 75 lits seront isolés du reste de l'hôpi-

tal pendant les travaux. Le parc clôturé, le seul petit espace de verdure commun à ces trois services, sera détruit, et l'unique cafétéria accessible à tous disparaîtra également. Autant dire que, durant une bonne année, les patients, tous atteints de pathologies lourdes, n'auront que quatre murs comme horizon et pas d'autre choix que de supporter le bruit du marteau-piqueur heures heures par jour.

Pour seule protection contre ces nuisances, il est prévu « un haut mur » de plusieurs mètres « avec palissade occultante » qui réduira la circulation en voiture jusqu'aux bâtiments à une voie. Les conséquences sur la sécurité, pour l'intervention d'urgence de

nos collègues ou le passage des ambulances, tout ça n'a pas semblé ébranler nos guignols. Le clou du spectacle : un hypothétique nouveau bâtiment devrait accueillir les rescapés en 2029... mais avec dix lits de moins.

Nos clowns tristes déploraient la seule bonne nouvelle de cette réunion : le report des travaux d'un an pour raison environnementale. Une opportunité pour les 1 200 travailleurs de l'EPSM afin d'empêcher leur réalisation par la lutte et imposer un autre tracé du tramway !

CORRESPONDANT • 11/11/2024

SNCF

Les cheminotes et les cheminots se préparent à riposter face à la stratégie patronale du démantèlement

Les affreux cheminots vont-ils de nouveau prendre la France en otage pendant les fêtes de fin d'année ? À peine les directions syndicales ont-elles mis dans le paysage la possibilité d'une grève reconductible à compter du 12 décembre que les grands médias, comme à leur habitude, répétaient en boucle la même vieille rengaine. Il serait si dommage de parler du fond et que les gens comprennent les motifs de la grève, la soutiennent... ou pire encore s'y associent !

Dans les huit prochaines semaines, 6 000 cheminotes et cheminots sont promis au

transfert dans des entités autres que la SNCF. Parmi ceux-là, les 4 500 agents de Fret SNCF qui travaillent au transport de marchandises. Gouvernement et direction prétendent hypocritement que cette décision de transférer ces cheminots dans deux filiales distinctes (avec au passage 500 suppressions de postes) n'est pas la leur et qu'elle serait une sanction de la Commission européenne. C'est pourtant eux qui, depuis 30 ans, organisent la suppression de milliers d'emplois dans le fret ferroviaire et mettent toujours plus de camions sur les routes : le plus gros transporteur rou-

tier de marchandises, Geodis, est une filiale à 100 % du groupe... SNCF !

Côté transport de voyageurs, l'ouverture à la concurrence et les premiers appels d'offres régionaux arrivent : des centaines de cheminots en Picardie et en Paca basculeraient soit dans des filiales SNCF, soit dans des filiales du groupe Transdev (selon l'entreprise à qui les conseils régionaux attribueront les marchés). Dans les quinze prochaines années, les 70 000 cheminotes et cheminots de SNCF Voyageurs sont voués à être transférés en filiales. En cas de refus, licenciement automatique !

Pourquoi une telle volonté de morceler le système ferroviaire et les cheminots ? Bien sûr, des affaires de gros sous ! Avec sa politique d'austérité salariale pendant près de dix ans et 2 000 suppressions de postes par an, la SNCF est devenue la compagnie ferroviaire la plus rentable d'Europe. Pourtant, pour les gouvernants et les patrons du secteur du transport, ça ne va pas assez loin : ils voient dans l'actuelle réglementation du travail un frein à leur appétit de gains de productivité. Le passage des cheminots en filiales a pour ambition de détricoter coin par coin et bout

par bout cette réglementation. Ce qui est recherché par tout le patronat du secteur à travers l'ouverture à la concurrence des transports et le démantèlement des monopoles SNCF et RATP, c'est l'augmentation de la charge de travail, les suppressions de postes, le gel des rémunérations : en un mot, l'intensification de l'exploitation.

Les directions syndicales cheminotes appellent à une journée de grève nationale « ultimatum » jeudi 21 novembre, avant la grève reconductible à compter du 12 décembre. La manière dont elles présentent les enjeux de la grève obscurcissent le fait que les cheminotes et cheminots ont les mêmes problèmes que tous les travailleurs et travailleuses : salaires et emplois. D'ailleurs, les négociations annuelles obligatoires (NAO) qui se tiendront le 20 novembre s'annoncent bien maigres... Dans le mouvement qui vient, les cheminotes et cheminots devront prendre leur grève en main et mettre en avant des revendications claires et unificatrices. Les militantes et militants du NPA-Révolutionnaires y œuvreront.

CORRESPONDANT • 11/11/2024

SNCF

LES AIGUILLEURS DE LA GARE D'AUSTERLITZ EN LUTTE CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES

La direction attaque vite et fort pour tenter d'affaiblir une équipe soudée, avec un projet de suppressions de postes qui rogne-rait encore sur les temps de pause et dégraderait les conditions de travail. Deux journées de grève réussies ont déjà eu lieu, et la mobilisa-

tion continue malgré les pressions et menaces.

La direction annonce une baisse de la charge de travail liée à l'arrivée d'un nouveau type de train réduisant le nombre de manœuvre en gare. Tant mieux si le progrès technologique nous permettait de moins tra-

vailler ! Ce n'est pourtant pas encore le cas, mais les suppressions de postes n'attendent pas, sans égard pour la sécurité ferroviaire.

La réorganisation prévoit la suppression de deux aiguilleurs chargés de donner des pauses aux autres, pour souffler un peu, parfois récupérer quelques heures de sommeil ou encore aller faire les courses pour l'équipe. Ce que la direction appelle des temps morts, ce sont nos moments les plus vivants !

Nous avons déjà pallié le sous-effectif pendant des années : les postes étaient laissés vacants avant leur suppression pure et simple. Exception pendant les JO, où nous avons constaté qu'avec un effectif complet tous les trains circulaient.

Pressée, la direction conteste des préavis de grève déposés par SUD-Rail, menace de sanctions celles et ceux qui les utiliseraient et modifie le planning des grévistes en toute illégalité. Elle mobilise aussi des jaunes professionnels, payés double pour jouer les briseurs de grève.

Ces provocations nous révoltent et renforcent notre détermination : de nombreux collègues, syndiqués et non syndiqués sont devenus militants de la lutte et participent à des tournées pour l'élargir.

CORRESPONDANT • 11/11/2024

Jours de carence, jours de colère

Le gouvernement veut faire passer d'un à trois jours le délai de carence des arrêts maladie - c'est-à-dire le nombre de jours sans indemnités compensant l'arrêt du versement du salaire par l'employeur - dans la fonction publique (5,7 millions de salariés). Il prétend qu'il s'agit d'aligner les prétendus « privilégiés » que seraient les fonctionnaires sur les travailleurs du privé. Sauf que deux tiers de ceux-ci n'ont aujourd'hui aucun jour de carence, grâce à des accords de branche ou d'entreprise plus protecteurs que le droit commun. Si l'attaque contre les fonctionnaires passe, nul doute qu'ils seront les prochains visés. Alors s'il faut l'égalité entre tous les travailleurs, c'est

par la suppression de tous les jours de carence pour tout le monde !

Les syndicats de fonctionnaires disent voir rouge et annoncent de prochaines journées de grève - y compris certains plus habitués à servir l'eau tiède de la résignation. Contre les trois jours de carence, trois jours de grève ? Chiche ! Si la colère qui s'exprime ces jours-ci dans les administrations, les ateliers, les hôpitaux ou les écoles continue de se développer, on pourrait bien pour une fois lutter jusqu'à la victoire !

PAR MATHIEU PARANT • 11/11/2024

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES

CONTRE LES POLITIQUES ANTISOCIALES ET RACISTES
POUR REPRENDRE L'OFFENSIVE :

ORGANISONS-NOUS !

PARTICIPEZ AUX

RENCONTRES NATIONALES OUVRIÈRES

29 & 30 MARS 2025

ATELIERS, FORUMS... & UN MEETING

HÔPITAL BEAUJON PERSONNEL MOBILISÉ CONTRE LES MOBILITÉS FORCÉES

Deux files d'attente s'accumulent à l'hôpital Beaujon : les usagers dont la prise en charge se complique de jour en jour et... les soignants, qui viennent récupérer les assignations au bureau des « réquisitions ». Au prétexte de régler les problèmes de plannings, la direction impose aux soignants d'aller boucher les trous dans les autres services. Des mobilités forcées érigées en véritable système, pour ne surtout pas avoir à embaucher. En plus de l'épuisement, ce système met en danger les agents, contraints d'aller travailler dans des services sans connaître les procédures, et aussi les patients, puisque la qualité des soins ne peut qu'être impactée.

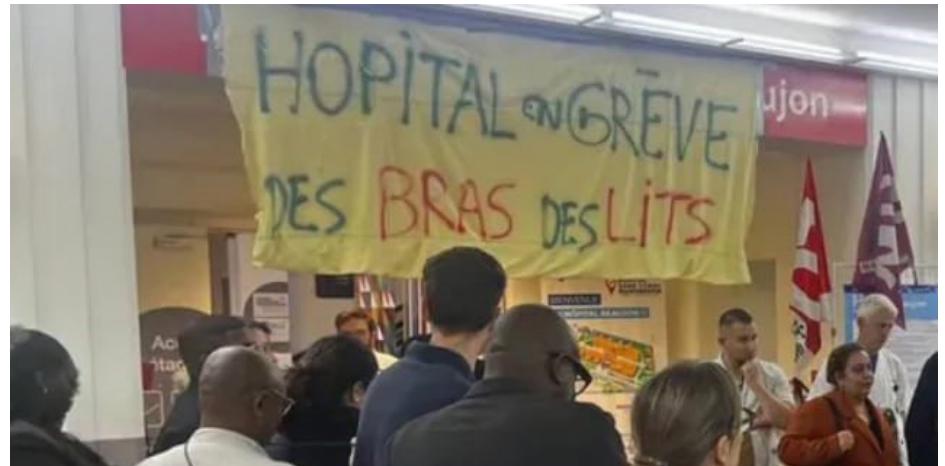
Face au mépris de la direction vis-à-vis de la colère des soignants, la grève tient bon. Effrayés par la mobilisation, les directeurs font d'ailleurs pression pour retirer les banderoles et les mentions « en grève » sur les blouses : cela rendrait anxieux les patients. Mais, au contraire, ceux-ci soutiennent la grève et ont pour certains donné à la caisse de grève.

La mobilisation pourrait grossir si la grève inspire davantage de services. Le recours à ces « déplacements » de soignants est une méthode qui se propage à l'AP-HP et au-delà - y résister pourrait être une revendication qui rassemble bien des soignants. À l'hôpital Saint-Antoine, il y a peu, les soi-

gnants avaient réussi à s'y opposer. Si la grève s'étendait à Bichat, elle pourrait aussi mettre en péril le plan de fusion des deux hôpitaux en un seul qui impliquera la suppression de 1000 postes et de 400 lits, au bas mot. Pour l'heure, devant Beaujon, un rassemblement

a réuni une centaine de personnes mercredi 30 octobre et des assemblées générales se tiennent pour organiser la mobilisation.

CORRESPONDANTS • 11/11/2024



**Abonnez-vous
et abonnez votre
entourage à
Révolutionnaires !**



« Pour s'abonner en ligne

Écrit et distribué par des militants et militantes du NPA-Révolutionnaires depuis mai 2023, le journal Révolutionnaires est un journal militant qui vise à aborder l'actualité de la lutte des classes du point de vue des opprimés et des exploités, et à diffuser les idées communistes et internationalistes. Hors des grands médias possédés par les capitalistes ou l'État, notre organe de presse se veut un outil militant qui ne se contente pas de critiquer les conséquences du capitalisme, mais cherche à mettre en lien celles et ceux qui veulent renverser cette société.

Le passage à une parution bimensuelle depuis cet automne est l'occasion pour nous de lancer une campagne d'abonnement.

Notre journal ne peut exister que grâce à ses ventes et abonnements, ainsi que par le travail bénévole des militants qui le rédigent, le maquent et le diffusent. Jusqu'à présent nos revenus nous permettent de couvrir nos dépenses d'impression et d'envoi. Mais nos projets pour ce journal (notamment l'augmentation de la pagination) nécessiteront un volume de ventes plus important. S'abonner, c'est donc un geste important de soutien au développement de ce journal qui se veut un outil pour l'émancipation. **Abonnez-vous à Révolutionnaires, et abonnez-y vos proches, vos collègues, vos camarades !**

À Rouen : une réunion publique enthousiasmante

C'est une soixantaine de personnes qui sont venues à notre rencontre jeudi 7 novembre à la MJC Saint-Sever. Après trois semaines d'activités intenses de propagande sur l'ensemble de l'agglomération (diffusion aux portes d'entreprises, sur les marchés, sur la fac et des lycées mais aussi des collages d'affiches), c'est une majorité de nouvelles têtes, dont beaucoup de jeunes, qui ont écouté attentivement les trois interventions de la tribune centrées sur les questions d'actualité. Quelle riposte du monde du travail face à l'austérité budgétaire et la vague massive de licenciements ? Pourquoi contribuer ici à amplifier le mouvement international de contestation

contre le pro-cessus génocidaire en Palestine et l'extension des fronts de la guerre à l'ensemble du Moyen-Orient ? Comment lutter contre les violences faites aux femmes ? Comment se débarrasser du patriarcat et sur quelle classe sociale peut-on compter pour cela ? Pourquoi la bourgeoisie a-t-elle intérêt à entretenir la transphobie et les discriminations à l'égard des personnes LGBTI ? Autant de questions qui ont suscité un débat très riche pendant plus d'une heure avec comme conclusion la nécessité de venir renforcer, à nos côtés, les rangs des militants et militantes communistes révolutionnaires.

CORRESPONDANTS • 11/11/2024



RÉUNION-DÉBAT À PARIS : LE REGARD TOURNÉ VERS LES ÉTATS-UNIS

Les chaises en venaient presque à manquer : plus de 145 personnes, dont beaucoup de jeunes, ont assisté samedi 9 novembre à notre réunion-débat consacrée aux élections américaines. Les introductions sont revenues sur les raisons du succès de Trump : racisme et sexisme débridés, oui... mais sur fond de régression sociale et de fort discrédit des Démocrates au pouvoir depuis quatre ans. Pas de quoi désespérer pour autant : des motifs d'espoir existent sur le terrain de la lutte de classe, à l'image de la fraction de la jeunesse

étudiante américaine vent debout contre « Joe le génocidaire » depuis un an. Et des grèves ouvrières, massives et combatives, comme dans l'automobile ou récemment à Boeing. Le débat a notamment permis de revenir sur l'impasse des politiques protectionnistes pour les travailleurs, aux États-Unis... ou ici, sur l'encouragement que la victoire de Trump pourrait représenter pour des groupes fascistes et, bien sûr, sur les manières de sortir de cette alternative électorale qui n'offre le « choix » qu'entre des ennemis des travailleurs.

Retrouvez les introductions
à ce débat sur notre chaîne
Youtube (abonnez-vous !)

>>



ROMAN

NUL ENNEMI COMME UN FRÈRE

FRÉDÉRIC PAULIN

Agullo, 2024, 457 p., 23,50 €

Nulennemicommeunfrère, de Frédéric Paulin, se présente comme le premier tome d'une trilogie policière qui devrait couvrir toute l'histoire des guerres au Liban. Cet épisode va du déclenchement de la guerre civile libanaise, avec la fusillade par les milices chrétiennes d'un car de réfugiés palestiniens le 13 avril 1975, à l'explosion, le 23 octobre 1983, du bâtiment des parachutistes français de la force multinationale, prétendue de paix, cantonnée à Beyrouth.

Sous la forme d'un roman policier, mais où surgissent tous les grands noms de la politique française, tous les crimes et les coups tordus de l'impérialisme français au Moyen-Orient, alors que le Liban est en feu et à sang, ce polar tient beaucoup plus d'un panorama historique de la période que de la fiction. Ce qui le rend un peu difficile à lire, tant il foisonne, avec sévérité mais aussi une bonne dose d'ironie, d'allusions à tous les faits de l'époque sans en donner forcément les détails historiques. Au lecteur de s'y retrouver mais aussi de s'y régaler.

OLIVIER BELIN • 11/11/2024



Voir une critique plus détaillée sur notre site >>



FILM

AU BOULOT !

GILLES PERRET ET FRANÇOIS RUFFIN

La prémisse du film est simple : au cours d'un débat télévisé, François Ruffin a mis au défi Sarah Saldmann, avocate et chroniqueuse très à droite, de partager le quotidien des smicards et des chômeurs, ceux qu'elle appelle les « feignasses »... Chiche !

La bourgeoise en est alors quitte pour aller de surprise en découverte : cadences infernales, froid et douleur des journées d'usine, paies misérables... Mais aussi la fierté des travailleurs, la passion pour leur métier, la force et la joie qui naît de la solidarité.

Ce sont évidemment elles et eux le vrai sujet du film. Certes, le populiste Ruffin, en veste du surplus militaire, préfère dire « les gens ». Il tend ainsi son micro à des patrons philanthropes pas si petits. Mais c'est bien la classe ouvrière, dans toute sa diversité, qui vole la vedette. C'est pour ce portrait collectif, malheureusement un peu précipité, que le film vaut le détour.

Alors on s'accommode des calculs du député qui se donne le beau rôle et glisse ses allusions sur l'antiracisme ou le féminisme pour répondre indirectement à ses détracteurs à gauche. Quant à l'avocate, on rit de sa déconnexion, et même, on peut apprécier ce qu'il y a de franchise dans sa démarche.

Pour finir, le film s'empêtre dans sa recette moraliste : en évitant toute politique, il finit par montrer... la grande réconciliation entre les classes. Mais la juriste disparaît à quelques minutes de la fin : Ruffin l'a « licenciée ». Il s'explique : la chroniqueuse restait « Cruella » à la télé. Plus prudente sur les « assistés », elle n'en continuait pas moins les diatribes ultra-sécuritaires et anti-migrants, et surtout, après le 7 octobre, les apologies du génocide palestinien. Le politicien professionnel, qui n'est pas toujours dérangé par les déclarations anti-migrants à la télé, puisqu'il en fait lui-même, décide au cinéma de dire stop. Doit-on dire « Merci Ruffin » ? Pour savoir ce qu'en pensent les vrais héros du film, il faudra sortir des salles de cinéma.

EXPOSITIONS

PARIS 1793-1794, UNE ANNÉE RÉVOLUTIONNAIRE

Exposition au musée Carnavalet-Histoire de Paris, jusqu'au 16 février 2025, entrée 13 €

En 1793, alors que la jeune République est mise en péril par les attaques des monarchies européennes, une situation alimentaire catastrophique et des mouvements contre-révolutionnaires qui se développent, les sans-culottes écartent les Girondins du pouvoir. La Convention montagnarde met alors en place une nouvelle Constitution très démocratique. S'ouvre alors une intense période d'innovations dans le domaine politique, social et culturel qui marquera la rupture avec l'Ancien Régime.

Abolition de l'esclavage, suffrage universel masculin, loi du maximum et création des écoles publiques constituent quelques-unes des avancées démocratiques majeures de cette période. L'arrestation et l'exécution de Robespierre le 28 juillet 1794 (10 thermidor de l'An II) mettent un coup d'arrêt à ces mesures révolutionnaires.

L'intérêt de cette exposition riche en documents, œuvres d'art et objets réside dans l'ambition qu'elle s'est donnée de « rétablir une vérité historique » et démonter le mythe de la Terreur élaboré après la mort de Robespierre par ses détracteurs, en ne mettant l'accent que sur la répression et la violence révolutionnaire, avec pour seule fonction « d'empêcher de penser la nouveauté des luttes, le bouillonnement de cette année décisive » (J.-C. Martin, ancien directeur de l'institut de la Révolution française)



LE SURRÉALISME, L'EXPOSITION DU CENTENAIRE

Au centre Pompidou à Paris, jusqu'au 13 janvier 2025

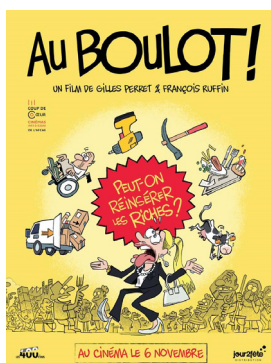
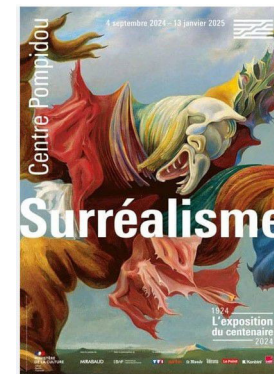
En octobre 1924, le poète André Breton publiait son livre *Poisson soluble*, dont la préface, le *Manifeste du surréalisme*, donnait le coup d'envoi d'un mouvement artistique révolutionnaire, qui voulait non seulement changer la manière de faire de l'art, mais aussi transformer la société. Les initiateurs de ce mouvement, Breton, Aragon ou Max Ernst (peintre allemand qui vint vivre à Paris en 1922) se plongèrent dans la lecture de Marx après avoir étudié les idées et méthodes de Freud.

Cette génération de révoltés et de combattants a vécu le bain de sang de la Première Guerre mondiale. Avec Louis Aragon, Paul Éluard et Francis Picabia ils ont participé au mouvement international Dada qui, au sortir de la guerre, dénonce les valeurs bourgeoises, la « crapule cléricale » et le nationalisme qui continue d'enrégimenter les esprits.

La révolution russe puis la révolution allemande avortée mettent ces artistes face au choix de l'engagement. Max Ernst distribuait un petit journal, *Der Ventilator*, devant les usines à Berlin en 1920. Breton, Éluard et Aragon adhéreront au Parti communiste en 1927. Si certains, comme Aragon, vont céder aux pressions de la bureaucratisation stalinienne, d'autres, comme Breton, chef de file du mouvement, feront partie de l'opposition de gauche. Breton, que le Lénine de Trotski publié en 1924 avait marqué, restera un compagnon de route des oppositionnels. En 1938, il signe avec Diego Rivera un manifeste « Pour un art révolutionnaire indépendant » dont le contenu a longuement été discuté avec Trotski.

Si l'exposition ne fait que frôler l'aspect très politique de ce courant artistique international, elle brille par les tableaux hallucinants de Max Ernst, René Magritte, Dorothea Tanning, Salvador Dali et tant d'autres.

PAR ANNE HANSEN • 11/11/2024



RECOMMANDÉS SUR NOTRE SITE :

DEUX LIVRES :

LE DERNIER DES COMMUNISTES

STÉPHANE BONNEFOI

Éd. Finitude, 2024, 112 p., 14,50 €

BRONSTEIN DANS LE BRONX

ROBERT LITTELL

Flammarion, 2024, 21 €

DEUX SÉRIES :

DÉRAPAGES

SÉRIE TÉLÉVISÉE DE ZIAD DOUEIRI

Six épisodes de 52 minutes, 2020, disponible sur Netflix, avec Éric Cantona, Suzanne Clément, Alex Lutz, Gustave Kervern

CULTE, VOUS PENSIEZ AVOIR TOUT VU ?

Disponible sur Amazon Prime, la série propose de revenir en six épisodes sur la toute première émission de télé-réalité française : *Loft story*, ce programme télé qui a marqué toute une génération.

PAR GASPARD JANINE • 11/11/2024

BUDGET 2025 : LE SNU EN PLS

Gabriel Attal avait annoncé sa généralisation à toute une classe d'âge d'ici 2026. Mais le Service national universel (SNU) s'est vu couper les vivres par les commissions des finances de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Le SNU est un « séjour de cohésion » de 15 jours, destiné aux jeunes de 15 à 17 ans. Presque une colonie de vacances, mais avec des flics et des militaires en guise de moniteurs ! Levé du drapeau, Marseillaise, port de l'uniforme et promotion des métiers de l'armée... Étonnamment, ce programme alléchant n'a pas permis d'attirer les jeunes, à part ceux qui ont des parents sous l'uniforme (46 % des participants). D'où l'interrogation de certains élus : dépenser autant d'argent pour prêcher des convertis, est-ce bien raisonnable ?

Le SNU coûte cher, 160 millions d'euros en 2024. La Cour des comptes estime que sa généralisation pourrait représen-

ter un budget de plus de 10 milliards. D'où la décision des Assemblées de le supprimer de la loi de finances 2025. Mais, avec l'augmentation des budgets militaires et la montée des tensions de part le monde, on ne doute pas que l'État se creuse les méninges pour savoir comment fabriquer des petits soldats, avec ou sans SNU. Il y a peu, c'était Bruno Retailleau qui vantait les vertus de la pédagogie façon militaire, pour « reciviliser » les « jeunes délinquants ». Un avant-goût (bien sûr !) de ce que l'État nous prépare ?

PAR MARTIN DUQUESNE • 11/11/2024

PALESTINE : PAS DE RETOUR À LA NORMALE DANS LES FACS

Dans la semaine du 4 novembre, la mobilisation pour la Palestine a repris sur plusieurs campus universitaires. À Jourdan (École normale supérieure, Paris Sciences et Lettres), les étudiants et étudiantes ont occupé les locaux dans la nuit du 6 au 7 novembre avant d'être délogés le lendemain par les CRS. À Tolbiac, les assemblées générales qui ont eu lieu toute la semaine ont rassemblé plus de 200 personnes. Aux Mines, blocage du campus le jeudi 7. Une semaine bien remplie pour des étudiants, dont les membres du NPA-Révolutionnaires, qui ont encore manifesté à 150 le vendredi soir dans le quartier latin.

LE SILENCE EST IMPOSSIBLE

Comment étudier comme si de rien n'était, alors que la bande de Gaza est ravagée, alors qu'aucun jeune, à Rafah ou à Beyrouth, ne peut plus vivre et étudier normalement ? Les présidences d'université voudraient qu'on se taise, qu'on ne hausse pas le ton pour dénoncer le génocide. Mais pas d'accord ! C'est notamment la réaction d'élèves de première an-

née, nombreux dans les actions de la semaine. À Tolbiac, des jeunes venus cet été du Liban se mobilisent : comment continuer des études, avec des familles sous les bombes ?

LA POLITIQUE DE LA CIRCULAIRE ET DE LA MATRAQUE

Les autorités universitaires se font pour la plupart les relais du gouvernement, amalgamant antisionisme et antisémitisme, fermant les centres pour empêcher les réunions, voire y envoyant la police. Elles veulent faire taire une mobilisation qu'elles savent extrêmement populaire dans la jeunesse. Le 4 octobre dernier, le ministre de l'Enseignement supérieur, Patrick Hetzel, envoyait une circulaire à tous les présidents d'université, appelant à mater toute mobilisation en faveur de la Palestine sur les campus, et leur intimant de « veiller au maintien de l'ordre public au sein de leur établissement ». Le directeur de Sciences Po a fait du zèle, suspendant quatre étudiants... avant de les réintégrer un mois plus tard faute de preuves. Hetzel a également saisi le procureur contre les étudiants de Lyon 3 mobilisés contre la venue de la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet. Mais ces gesticulations prouvent surtout que les facs ne sont pas près de « rétablir l'ordre » !

Si des responsables universitaires tolèrent mal que leurs élèves dénoncent leur complicité avec le génocide en cours, c'est qu'ils maintiennent des partenariats avec Dassault, Thalès ou des labos israéliens liés à l'armée. Une complicité à l'image de celle de l'impérialisme français et d'autres puissances occidentales avec Israël, qui arment et soutiennent diplomatiquement le gouvernement d'extrême droite de Ne-

tanyahou, guerrier, colonialiste et ségrégationniste.

Des présidences de fac ne font que décliner cette politique répressive, dans leur propre petite zone de domination ! Ou plutôt essaient, car c'est loin d'être gagné ! Macron et ses acolytes universitaires n'arrêteront pas l'indignation et la mobilisation d'une partie de la jeunesse contre les 43 000 morts de Gaza, les milliers et plus au Liban, sans compter tous les blessés et déplacés. Le NPA Jeunes Révolutionnaires s'est adressé à différentes organisations de jeunesse pour appeler à une journée nationale de mobilisation en soutien aux peuples palestinien et libanais. Notre combat continue !

CORRESPONDANTS • 11/11/2024

VENDREDI 8 NOVEMBRE : MANIFESTATION DANS LE QUARTIER LATIN



La Palestine s'invite en Ligue des champions

« Free Palestine » ! Voilà le message que les supporters parisiens ont affiché avant le match de Ligue des champions dans un gigantesque tifo. « La guerre sur le terrain mais la paix dans le monde », de quoi faire hurler Retailleau qui a déclaré que la banderole « n'avait pas sa place dans un stade » avant de convoquer le PSG et la FFF pour « s'expliquer ». Et même si l'UEFA a décidé de ne pas sanctionner le club, de quoi faire rager le ministre, le PSG a décidé d'interdire les tifos sous la pression du gouvernement qui cherche à criminaliser la solidarité avec les Gazaouis, l'assimilant honteusement à un soutien au Hamas, à une semaine du match entre la France et Israël du 14 novembre. Les mesures de sécurité autour de la rencontre sont telles qu'on s'attend à une affluence historiquement basse pour un match de l'équipe de France.

Retailleau exploite tous les prétextes pour faire taire les contestations des violences meurtrières de l'État d'Israël. Il dénonce « des attaques antisémites contre des Israéliens tout à fait inacceptables » à propos d'affrontements entre supporters du Maccabi Tel-Aviv et de jeunes Néerlandais en marge du match entre l'Ajax d'Amsterdam et le club israélien. En revanche, silence radio à propos des multiples provocations et agressions des ultras du Maccabi particulièrement envers

les populations arabes. Ces nervis sionistes se sont illustrés en faisant l'apologie des crimes de l'État d'Israël à Gaza en chantant « Il n'y a pas d'écoles à Gaza parce qu'il n'y a plus d'enfants ». On est bien loin des victimes innocentes que gouvernements et médias cherchent à nous vendre avec un sacré culot.



La séparation voulue entre sport et politique comporte donc certaines exceptions, en particulier quand il s'agit d'invisibiliser le soutien au peuple palestinien. Au-delà des supporters parisiens, certains joueurs prennent la parole sur des sujets politiques, encore récemment Thierry Henry en soutien aux mobilisations dans les Antilles. L'extrême droite avait largement brocardé les joueurs de l'équipe de France qui avaient pris parti contre elle lors des législatives. Quand au soutien aux peuples du Moyen-Orient contre les crimes israéliens, il doit s'exprimer, et pourquoi pas jusque dans les stades.

PAR SIMON COUDERC • 12/11/2024

ABONNEZ-VOUS

POUR 12 NUMÉROS 24€

PAR VIREMENT Envoyez un mail à abonnement@npa-revolutionnaires.org OU 30€ PRIX DE SOUTIEN

PAR CHÈQUE À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA" ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

PAR CARTE BLEUE <https://buy.stripe.com/eVa3eCfRm05X52000>

CONTACTEZ-NOUS

courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITEWEB: npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK NPAJeunesRévolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM | TIKTOK @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES**